Note d'information URSSAF

Informations relatives aux exonérations des Organismes d'Intérêt Général (OIG) en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR) et en Zone France Ruralités Revitalisation (ZFRR)

1. La qualification d'Organisme d'Intérêt Général

L'article 15 de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux **a créé une exonération de cotisations patronales** d'assurances sociales, d'allocations familiales, de FNAL (Fonds National d'Aide au Logement) et de versement transport dans la limite du nombre d'heures rémunérées par le SMIC majoré de 50%, **au bénéfice des organismes visés au I de l'article 200 du Code Général des Impôts (CGI) dont le siège social est situé en zone de revitalisation rurale (ZRR).**

L'article 19 de la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 a abrogé, à compter du 1^{er} novembre 2007, le dispositif d'exonération « OIG en ZRR » tout en précisant que l'exonération continuait à s'appliquer aux contrats de travail conclus avant cette date jusqu'au terme de ceux-ci.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, en application de la loi n°2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, le maintien de l'exonération « OIG en ZRR » aux contrats conclus avant le 1^{er} novembre 2007 est réservé aux seuls établissements des OIG ayant un effectif inférieur à 50 salariés.

Le nouveau zonage « France Ruralités Revitalisation », qui vise **17 717 communes**, est entré en vigueur le **1^{er} juillet 2024**, en application de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et de l'arrêté du 19 juin 2024 constatant le classement des communes en ZFRR.

Le zonage ZRR est maintenu pour 2 168 communes à compter du **1^{er} juillet 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027**, en application de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et de l'arrêté du 19 juin modifiant l'arrêté du 16 mars 2017.

Est considéré comme étant organisme d'intérêt général au sens de l'article 200 du CGI, l'organisme qui remplit les **trois conditions cumulatives** suivantes :

- Ne pas exercer d'activité lucrative,
- Avoir une gestion désintéressée,
- Ne pas fonctionner au profit d'un cercle restreint de personnes.

A noter que le siège social des associations et des organismes éligibles doit être situé dans une zone de revitalisation rurale ou une zone France ruralités revitalisation.

La liste des ZRR (et des ZFRR) est disponible sur le site www.urssaf.fr

La circulaire ministérielle DSS/5B/2006/126 du 10 mai 2006 prévoit qu'il appartient aux organismes et aux associations qui estiment ouvrir droit à l'exonération d'apporter à l'organisme de recouvrement, la preuve qu'ils entrent bien dans le champ d'application de la mesure.

En cas de doute sur la qualification d'organisme d'intérêt général, **l'Urssaf invite les associations et organismes qui sollicitent le bénéfice de cette exonération à faire une demande de rescrit fiscal afin qu'ils puissent apporter la preuve qu'ils entrent dans le champ défini au 1 de l'article 200 du CGI.**

Nous attirons votre attention sur le fait qu'une décision de rescrit émise dans le cadre du « mécénat fiscal » concerne uniquement l'éligibilité au mécénat, c'est-à-dire l'habilitation à recevoir des dons manuels non soumis aux droits d'enregistrement et à délivrer des reçus fiscaux dans le cadre d'un projet particulier. **Cette décision est donc circonscrite à la mise en place de ce projet spécifique** et ne permet pas de justifier de la qualité ou non d'OIG de la commune, dans son ensemble, pour le bénéfice de l'exonération sociale « OIG en ZRR/ZFRR ».

2. Salariés éligibles :

L'exonération s'applique à tous les salariés de l'organisme d'intérêt général :

- Titulaires d'un contrat de travail conclu **avant le 1^{er} novembre 2007**,
- **Employés dans une zone de revitalisation rurale**,
- Dont l'activité réelle, régulière et indispensable à l'exécution du contrat de travail s'exerce dans une zone de revitalisation rurale,
- **Dont la rémunération horaire est inférieure à 2.4 SMIC.**

En revanche, **sont exclus du dispositif :**

- Les dirigeants de sociétés cumulant un mandat social et un contrat de travail pour leurs rémunérations afférentes à leur mandat social ;
- Les salariés pour lesquels l'employeur bénéficie d'une mesure non cumulable avec l'exonération OIG en ZRR ;
- **Et les fonctionnaires.**

Les agents titulaires de la fonction publique (fonction publique d'Etat et fonction publique territoriale) recrutés selon des modalités spécifiques **n'ouvrent pas droit à l'exonération** car ils n'ont pas la qualité de salarié titulaire d'un contrat de travail.

Seuls les fonctionnaires cotisent à la CNRACL qui est un régime spécial de sécurité sociale.

Dans les collectivités territoriales et hospitalières, les agents relevant de la CNRACL n'ouvrent donc pas droit à l'exonération. Seuls les agents qui ne relèvent pas de la CNRACL et respectent l'ensemble des autres conditions ouvrent droit à l'exonération OIG en ZRR.

3. La demande d'exonération des cotisations :

Depuis le 1^{er} juillet 2024, un organisme reconnu d'intérêt général (OIG) au sens de l'article 200 du CGI, et situé en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR) ou en Zone France Ruralités (ZFRR) qui souhaite bénéficier de l'exonération doit donc en faire la demande auprès des services de l'Urssaf et fournir un rescrit fiscal attestant de sa qualité d'OIG.